



Le 9 mars 2011,

Aux secrétaires généraux des SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, CGT Educ'action, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN et SUD Education

Chers camarades,

Les suppressions de postes et d'heures sont connues dans la plupart des établissements. Jamais on n'a connu une telle brutalité. Les personnels se mobilisent, multipliant les assemblées générales, délégations, rassemblements dans les IA et rectorats. Des décisions de grève sont prises. Tout le monde le voit bien, pas un seul établissement ne pourra fonctionner normalement à la rentrée 2011. Il est clair que nous atteignons un point de rupture.

Nos organisations le SNFOLC et le SNETAA-FO, sont pleinement engagées dans la mobilisation dans les départements et académies, le plus souvent dans un cadre d'action commune : Nancy, Montpellier, Poitiers, Strasbourg, Paris, Marseille, Angers, Le Puy en Velay, Amiens, Réunion, Besançon, Bordeaux... la liste n'est pas exhaustive.

Partout une exigence unanime : l'annulation de chaque suppression de poste, de toutes les suppressions de postes.

Nous nous adressons à vous parce qu'il y a urgence.

Au plan national, nos organisations, SNFOLC, SNETAA-FO, SNES-FSU, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, CGT Educ'action, SNALC-CSEN, SNCL-FAEN, SUD Education ont cosigné ensemble le 9 février dernier un communiqué national.

Les développements de la situation confirment la totale actualité des revendications de cette plate-forme commune qui demande :

- que le ministre renonce à toutes les suppressions de postes
- qu'il abandonne la réforme du lycée et des STI-STL et accepte une remise à plat de l'ensemble du dossier,
- qu'il abandonne de la réforme de la formation des enseignants comme celle de l'orientation
- qu'il renonce au dispositif CLAIR ainsi qu'au livret de compétences

Il y a bien urgence. Il est clair qu'il faut fournir un point d'appui national à nos collègues. La plupart des délégations se heurtent à la même fin de non recevoir de la part des recteurs et IA qui disent ne plus avoir de moyens à distribuer. C'est donc en direction du ministre et du ministère qu'il faut agir.

Nous vous proposons d'appeler ensemble les personnels de tous établissements secondaires à faire de notre plate-forme nationale commune, la plate-forme sur laquelle nous les appelons à se rassembler, dans les assemblées générales avec nos syndicats en leur proposant de l'adopter ou de la signer. Cela va de pair avec un appui total aux initiatives prises dans les établissements pour sauver chaque poste, chaque section, chaque classe.

Au plan de l'Education Nationale nous appuyons totalement la proposition de notre fédération, la FNECFP FO, « à toutes les fédérations de l'Education nationale d'agir pour l'annulation de toutes les fermetures de postes. Si c'est la grève qui est nécessaire pour faire reculer le ministre, il faut la

décider ! » Avec la FNECFP nous constatons qu'aucune des journées d'action, sans grève ni revendications claires, n'a permis d'obtenir satisfaction. Cela s'est vérifié lors du conflit sur les retraites.

Dans l'enseignement secondaire nous sommes prêts à discuter sans délai des modalités d'action nationale sur notre plate forme commune.

S'il faut la grève, s'il faut la montée nationale au ministère alors discutons-en, préparons la, décidons-la!

Nos collègues attendent que les organisations syndicales prennent leurs responsabilités pour aider à créer un rapport de force réel, susceptible de faire aboutir les revendications.

Nous vous proposons donc une rencontre d'urgence, qui pourrait se tenir le 16 mars au siège de la FNECFP



Jacques Paris
Secrétaire général du SNFOLC



Christian Lage
Secrétaire général du SNETAA-FO